

## VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ÉRIC TOMAS, VOORZITTER

PRÉSIDENCE : M. ÉRIC TOMAS, PRÉSIDENT

**DRINGENDE VRAGEN****De voorzitter.** - Aan de orde zijn de dringende vragen.**DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DIDIER GOSUIN****AAN MEVROUW EVELYNE HUYTEBROECK, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET LEEFMILIEU, ENERGIE EN WATERBELEID,****inzake de « Subsidie voor de vzw Habitat-Santé ».****TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN MEVROUW FATIHA SAÏDI****inzake de « subsidie voor de vzw Habitat-Santé met het oog op de preventie tegen de gevolgen van koolstofmonoxide ».****De voorzitter.** - De heer Didier Gosuin heeft het woord.

**De heer Didier Gosuin** (*in het Frans*). - *Mevrouw de minister, uw beslissing om de subsidie voor de vzw Habitat-Santé met 25% terug te schroeven, verbaast me ten zeerste. De werking van de vzw vormt een aanvulling op die van het BIM : ze organiseert preventie- en bewustmakingsacties over binnenluchtvervuiling (meer bepaald door CO), bestemd voor huurders. Die opdracht strookt volledig met de prioriteiten van de huidige en de vorige regering en met die van de Huisvestingscode.*

*Ik heb gelezen dat u misschien uw standpunt zult wijzigen. Een evaluatie is volgens mij niet nodig : iedereen kent de kwaliteiten van de vzw. Ik verwacht dat u onmiddellijk uw vergissing toegeeft en het oorspronkelijke subsidiebedrag toekent. Zo niet is de vzw gedwongen een medewerker te ontslagen, wat onvermijdelijk haar werking zal aantasten.*

*(Applaus bij de MR)***QUESTIONS D'ACTUALITÉ****M. le président.** - L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.**QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. DIDIER GOSUIN****À MME EVELYNE HUYTEBROECK, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA POLITIQUE DE L'EAU,****concernant « le subside à l'asbl Habitat-Santé ».****QUESTION D'ACTUALITÉ JOINTE DE MME FATIHA SAÏDI****concernant « le subside à l'asbl Habitat-Santé en vue de la prévention contre les effets du monoxyde de carbone ».****M. le président.** - La parole est à M. Gosuin.

**M. Didier Gosuin.** - Je crois que la décision qui a été prise de raboter de 25% les subsides de l'asbl Habitat-Santé est vraiment très malvenue. Voilà une asbl qui fait de l'excellent travail de prévention, complémentaire à celui de l'IBGE. Voilà une asbl dont les missions s'inscrivent dans les priorités du précédent et de l'actuel gouvernement, à savoir aider les locataires en leur offrant un service d'accompagnement sur les pollutions internes. Et nous savons que le CO est – hélas ! – un facteur de pollution qui est parfois et même souvent meurtrier.

Couper les subsides d'une telle asbl revient à porter un coup très dur aux politiques de prévention. J'en suis très étonné. Alors que l'on ne cessait de dire, il y a quelques mois ou quelques années, qu'il fallait davantage de prévention, qu'il fallait aider les asbl de ce type, la première décision prise, le premier geste posé est une diminution de 25% des subsides !

J'ai bien lu les explications selon lesquelles, peut-être, vous alliez revoir votre position. Nous connaissons tous

**De voorzitter.** - *Mevrouw Fatiha Saïdi heeft het woord.*

**Mevrouw Fatiha Saïdi** (*in het Frans*). - *Mevrouw de minister, de pers berichtte dat uw kabinet de werkingssmiddelen van de vzw « Habitat-Santé » met 15.000 euro (25%) heeft verminderd.*

*Die beslissing verbaast mij. Deze vzw verricht uitstekend preventiewerk en eind 2001 hadden heel wat leden uit de meerderheid en de oppositie ingestemd met de steun aan deze vereniging.*

*De vzw werd pas zeer laat van deze beslissing op de hoogte gebracht en heeft een medewerker moeten ontslaan. Nochtans had de vzw met 7.000 euro extra haar werk naar behoren kunnen blijven voortzetten.*

*De vzw is overigens geen concurrent voor de twee verenigingen die u hebt geciteerd. Ze vullen elkaar aan. Ik hoop net als de heer Gosuin dat u uw standpunt zult herzien en dat wij de vereniging vandaag nog goed nieuws kunnen meedelen.*

le travail effectué par cette asbl et je crois qu'il ne faut pas attendre d'évaluation. Ma question est dès lors claire et nette et je souhaite que la réponse le soit aussi : Etes-vous prête à dire : « Oui, nous nous sommes trompés. Nous allons subventionner cette asbl à hauteur des montants qui lui étaient dus » ? Ne pas le faire reviendrait à anéantir tout un suivi et d'abord, dès aujourd'hui, à provoquer le licenciement d'une personne. Cela reviendrait aussi à amputer une politique d'accompagnement dans un domaine très sensible et qui, pourtant, s'inscrit dans le cadre des préoccupations du Code du logement relatives aux pollutions intérieures.

Je crois vraiment qu'il faut que vous donniez un signal selon lequel le coup porté sera réparé et que, aujourd'hui même, on puisse annoncer à cette asbl que les moyens lui seront donnés au prorata des missions qu'elle accomplit et des attentes légitimes que nous mettons dans son action.

Je vous remercie de votre réponse. Je ne doute pas que le tir sera corrigé dans quelques minutes.

(Applaudissements sur les bancs du MR)

**M. le président.** - La parole est à Mme Fatiha Saïdi.

**Mme Fatiha Saïdi.** - Mme la ministre, comme cela figure dans la presse de ce matin, le budget de l'asbl « Habitat-Santé » se voit réduit de 25% par votre cabinet.

J'ai été étonnée de votre prise de position, d'autant plus qu'à la fin de 2001, nous étions très nombreux, tant sur les bancs de la majorité que de l'opposition, à soutenir cette asbl qui fait du très bon travail. Je m'interroge donc aujourd'hui sur cette réduction de 25% inscrite à la rubrique des frais de fonctionnement.

Par ailleurs, cette association n'a été prévenue que très tardivement de cette diminution budgétaire – à la fin de l'année, me signale-t-elle – et a été obligée de se séparer d'un collaborateur.

Si l'asbl est privée de quinze mille euros, dans les faits, elle déclare qu'avec sept mille euros supplémentaires, elle pourrait continuer à exercer ses fonctions et à poursuivre son remarquable travail de prévention. Ce dernier n'est d'ailleurs pas en concurrence avec celui des deux associations que vous venez de citer, mais lui serait complémentaire.

**Mevrouw Evelyne Huytebroeck, minister** (in het Frans).- *De heer Gosuin weet dat een wijziging aan de begroting niet in een handomdraai voor elkaar is. Ik kan dus niet meteen ja of neen antwoorden op zijn verzoek.*

*De deur blijft openstaan voor Habitat-Santé. Binnen enkele maanden volgt er een algemene evaluatie. Op zich is er geen probleem. Het budget voor leefmilieu en gezondheid is aanzienlijk toegenomen en Leefmilieu is een grote prioriteit voor mij. Zo heb ik de cel Leefmilieu en Gezondheid van het BIM versterkt. De regering doet ook enorme budgettaire inspanningen voor Energie. Verenigingen die op dit terrein actief zijn, krijgen veel steun.*

*De vzw Habitat-Santé levert zeer goed werk en geniet mijn volledige steun. De vzw krijgt drie subsidies : 30.000 euro voor het probleem van de verontreiniging binnenshuis, 45.000 euro voor het CO-probleem en 15.000 euro voor bemiddeling tussen eigenaars en huurders (enkel in 2004). Nu zal echter de Huisvestingscode worden toegepast. Daardoor zal een gewestelijke dienst zich bezighouden met de gezondheidsinspectie en de bemiddeling tussen eigenaars en huurders. We willen overlappingsen vermijden en onderzoeken daarom of het zin heeft de gelijkaardige dienstverlening van Habitat-Santé te handhaven.*

*Ik heb dus de subsidie van 15.000 euro tussen haakjes gezet. Overigens gaat het om 15% van het totaal, en niet 25%.*

*Ik blijf Habitat-Santé steunen, maar ik moet verschillende sectoren globaal evalueren en ervoor zorgen dat er geen dubbel werk wordt gedaan.*

*Over enkele maanden zullen we samen de situatie beoordelen.*

J'ai pris note de vos propos dans « Le Soir » d'aujourd'hui et me réjouis que, pour vous, la porte ne serait pas définitivement close. Et donc, à l'instar de M. Gosuin, j'espère que vous allez revoir cette prise de position et que vous nous donnerez aujourd'hui encore des nouvelles satisfaisantes que nous pourrions répercuter auprès de cette association.

**Mme Evelyne Huytebroeck, ministre.**- M. Gosuin, qui a été longtemps ministre, sait que ce n'est pas en quelques minutes que l'on peut décider d'un changement budgétaire. Je ne pourrai donc donner de réponse positive ou négative dans l'immédiat.

Il faudra mener une évaluation globale dans quelques mois et laisser la porte ouverte à Habitat-Santé. Je m'explique : d'abord, il n'y a aucun problème, la question de l'environnement, liée à celles de la santé et de l'énergie, est vraiment l'une de mes priorités. En ce sens, le budget de l'Environnement, de pair avec celui de la Santé, a été fortement augmenté. J'en veux pour preuve que, au sein de l'IBGE, la cellule Environnement et Santé a été renforcée. De même, nous faisons des efforts budgétaires énormes pour l'Energie. En outre, je continue évidemment à soutenir dans son ensemble le secteur associatif qui œuvre dans ce domaine.

Je soutiens aussi Habitat-Santé, que je connais. Il s'agit de la première asbl avec laquelle je suis allée faire un tour sur le terrain. Ses membres font du bon travail. Je voudrais préciser à nouveau qu'Habitat-Santé reçoit trois subventions : 30.000 euros pour se consacrer au problème de la pollution intérieure; 45.000 euros – depuis plusieurs années – en rapport avec le problème « CO »; et 15.000 euros – mais uniquement en 2004, de M. Hutchinson – pour la médiation entre propriétaire et locataires. Un élément a changé : le Code du logement va être appliqué. En vertu de ce Code, il est prévu un service régional, se consacrant en même temps à l'inspection de la salubrité et à la médiation entre locataires et propriétaire. Nous avons donc dit que nous ne voulions pas créer de doubles emplois et évaluer si nous pouvions maintenir ce service du côté d'Habitat-Santé.

J'ai donc effectivement mis entre parenthèses, et je l'assume, cette subvention de 15.000 euros sur 90.000, ce qui donne 15% de son budget global et non 25%, Mme Saïdi, mais n'ergotons pas.

Je continue à dire que je soutiendrai tout à fait Habitat-Santé, mais qu'il est de ma responsabilité d'obtenir et d'analyser une évaluation globale entre plusieurs sec-

**De voorzitter.** - *De heer Didier Gosuin heeft het woord.*

**De heer Didier Gosuin** (*in het Frans*). - *Mevrouw de minister, hoewel er meer geld beschikbaar is, bestaat een van uw eerste maatregelen in de vermindering van preventie en begeleiding.*

*Het is niet nodig de werking van deze vzw te evalueren : ze is bekend en wordt alom gewaardeerd.*

*Kunt u ons verzekeren dat de vzw haar werk binnen enkele weken in plaats van maanden zal kunnen voortzetten ?*

**De voorzitter.** - *Mevrouw Saïdi heeft het woord.*

**Mevrouw Fatiha Saïdi** (*in het Frans*). - *Mevrouw de minister, ik waardeer uw bekommernis om dubbel werk te vermijden. De werking van de vzw Habitat-Santé is echter complementair aan die van de door u vermelde verenigingen. De procedure voor bemiddeling door het gewestelijk inspectiecentrum is veel omslachtiger. Deze instantie werkt bureaucratischer en schrikt de bevolking meer af. Het is betreurenswaardig dat u nog geen beslissing hebt genomen. Dat kan nochtans snel, te meer daar het niet gaat om 15.000 euro, maar slechts om 7.000 euro, een relatief gering bedrag.*

**Mevrouw Evelyne Huytebroeck, minister** (*in het Frans*). - *Het is onjuist dat Habitat-Santé pas deze week de beslissing te weten is gekomen. Al sinds september*

teurs, et de veiller à ce que rien ne se fasse de façon multiple.

Nous nous reverrons dans quelques mois pour évaluer ensemble la situation. Je ne ferme effectivement pas la porte aujourd'hui.

**M. le président.** - La parole est à M. Gosuin.

**M. Gosuin.** - La réponse ne me satisfait évidemment pas. Vous le dites vous-même, le budget est en augmentation; or, une des mesures consiste à diminuer les politiques de suivi et de prévention.

Je crois très sincèrement qu'il n'y a pas lieu d'opérer d'évaluation; l'évaluation est connue pour cette asbl, elle est reconnue. À mon sens, si évaluation vous devez faire, il faut d'abord bien préparer le tir.

Voilà ma question : pouvez-vous nous donner un délai, non de plusieurs mois, mais de deux ou trois semaines, pour rétablir la continuité des services assurés par cette asbl ?

**M. le président.** - La parole est à Mme Saïdi.

**Mme Fatiha Saïdi.** - Je voudrais juste dire à Mme la ministre que j'entends bien ses explications et que j'apprécie son souci de ne pas rajouter des associations, ni de multiplier les actions sur le terrain.

Cependant, comme je l'ai dit lors de l'interpellation, il y a une vraie complémentarité entre les deux associations que vous avez citées et l'asbl « Habitat Santé ».

Sur la question de la médiation que vous évoquez et qui sera effectuée par le Centre régional d'inspection; cette procédure est, à mon avis, beaucoup plus lourde que celle mise en œuvre par Habitat-Santé. En outre, cette approche est plus institutionnalisée et risque de faire peur aux citoyens, contrairement à Habitat-Santé qui est une association avec une approche plus directe et sans étiquette institutionnelle.

Je déplore que vous n'ayez pas pris de décision, car, contrairement à ce que vous dites, il me semble possible de décider assez rapidement, surtout lorsqu'il s'agit d'un montant aussi dérisoire que les 7.000 euros dont il est question ici.

**Mme Evelyne Huytebroeck, ministre.** - On a dit que cette association avait appris la décision cette semaine. Ce n'est pas vrai. Nous rencontrons Habitat-Santé de-

*voeren we overleg. Er is geen sprake van concurrentie tussen twee verenigingen. Wat telt is de huisvestingscode, en daarvoor zijn de dienst Huisvesting en een administratie als het BIM bevoegd.*

*Ik heb dus tijd nodig om de situatie te evalueren.*

#### **DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DIDIER GOSUIN**

**AAN MEVROUW EVELYNE HUYTEBROECK, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET LEEFMILIEU, ENERGIE EN WATERBELEID,**

**betreffende « de voortgang van het geluidskadaster ».**

**De voorzitter.**- De heer Gosuin heeft het woord.

**De heer Didier Gosuin** (*in het Frans*).- *In « Mille Decibels » is een interview met federaal minister Landuyt verschenen. Hij zegt net als Vlaams minister Anciaux, maar in iets vriendelijker bewoordingen, dat de vluchten moeten worden gespreid. Dat is immers het politiek akkoord. Hij heeft dat akkoord echter niet goed gelezen. Volgens dat akkoord moeten de vluchten billijk worden verspreid op basis van de bevolkingsdichtheid. Ik hoop dat de Brusselse regering niet enkel de spreiding als uitgangspunt neemt.*

*Volgens de heer Landuyt klagen de mensen in de rest van Europa en de wereld niet over de concentratie van het vliegtuigverkeer omdat zij blij zijn met de economische activiteit. Op dat punt zijn wij het met hem eens, op voorwaarde dat er rekening wordt gehouden met de bevolkingsdichtheid.*

*Nog volgens de heer Landuyt zouden er vandaag twee geluidskadasters zijn : een theoretisch kadaster en een reëel kadaster. Voor zover ik weet, beschikt echter geen enkel bestuur over gegevens die het theoretisch kadaster kunnen bevestigen of weerleggen. Heeft de heer Landuyt gelijk en bestaat er een reëel kadaster ?*

*De heer Landuyt beweert zeer gehecht te zijn aan de regeringsverklaring maar zegt dat er geen sprake van*

puis septembre et des discussions sont menées; il ne s'agit pas d'un couperet qui est tombé brutalement. Ensuite, il ne s'agit nullement de concurrence entre deux associations, mais du Code de logement, géré tant au niveau du service Logement que d'une administration comme l'IBGE; il n'y a aucune concurrence entre lesdites associations.

Je répète donc ne pas pouvoir revoir cela endéans les quinze jours, mais que j'ai besoin d'un temps d'évaluation.

#### **QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. DIDIER GOSUIN**

**À MME EVELYNE HUYTEBROECK, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA POLITIQUE DE L'EAU,**

**concernant « l'état d'avancement du cadastre du bruit ».**

**M. le président.**- La parole est à M. Gosuin.

**M. Didier Gosuin.**- Comme pour d'autres, cela devient hélas une règle, « Mille Decibels » publie une interview de M. Landuyt. Bien entendu, je ne vais pas vous demander des explications quant aux déclarations de M. Landuyt, mais je voudrais comprendre. Tout ce qui est dit me paraît contradictoire avec tout ce que j'entends.

M. Landuyt dit, en des termes plus sucrés que M. Anciaux parce qu'il est plus affable, plus gentillet, mais la réalité est hélas la même :

La dispersion, la dispersion, rien que la dispersion parce que c'est l'accord politique. Il a, hélas, mal lu cet accord : l'accord politique prévoit la répartition équitable selon le principe de la densité de population. Je voudrais vous entendre dire dans l'accord de gouvernement que ce n'est pas sur la base Landuyt que l'on travaille, c'est-à-dire la dispersion et rien que la dispersion.

« Dans d'autres pays d'Europe et du monde, il y a des embouteillages d'avions au-dessus des gens et là, on ne rouspète pas, on est content d'avoir beaucoup d'activité économique », dixit M. Landuyt.

Je crois que là, on se rejoindra : nous sommes aussi